



RTGE CARENE

Actions de communication

De la sensibilisation à la validation du projet

RTGE CARENE : Actions de communication

SOMMAIRE

Introduction

- I – La communication auprès des Direction des Services Techniques (DST) des communes
- II – L'étude de faisabilité : zoom sur les actions menées avec les communes
- III – La validation du projet RTGE par les élus

Conclusion

Eléments de contexte du projet et enjeux

➔ Contexte

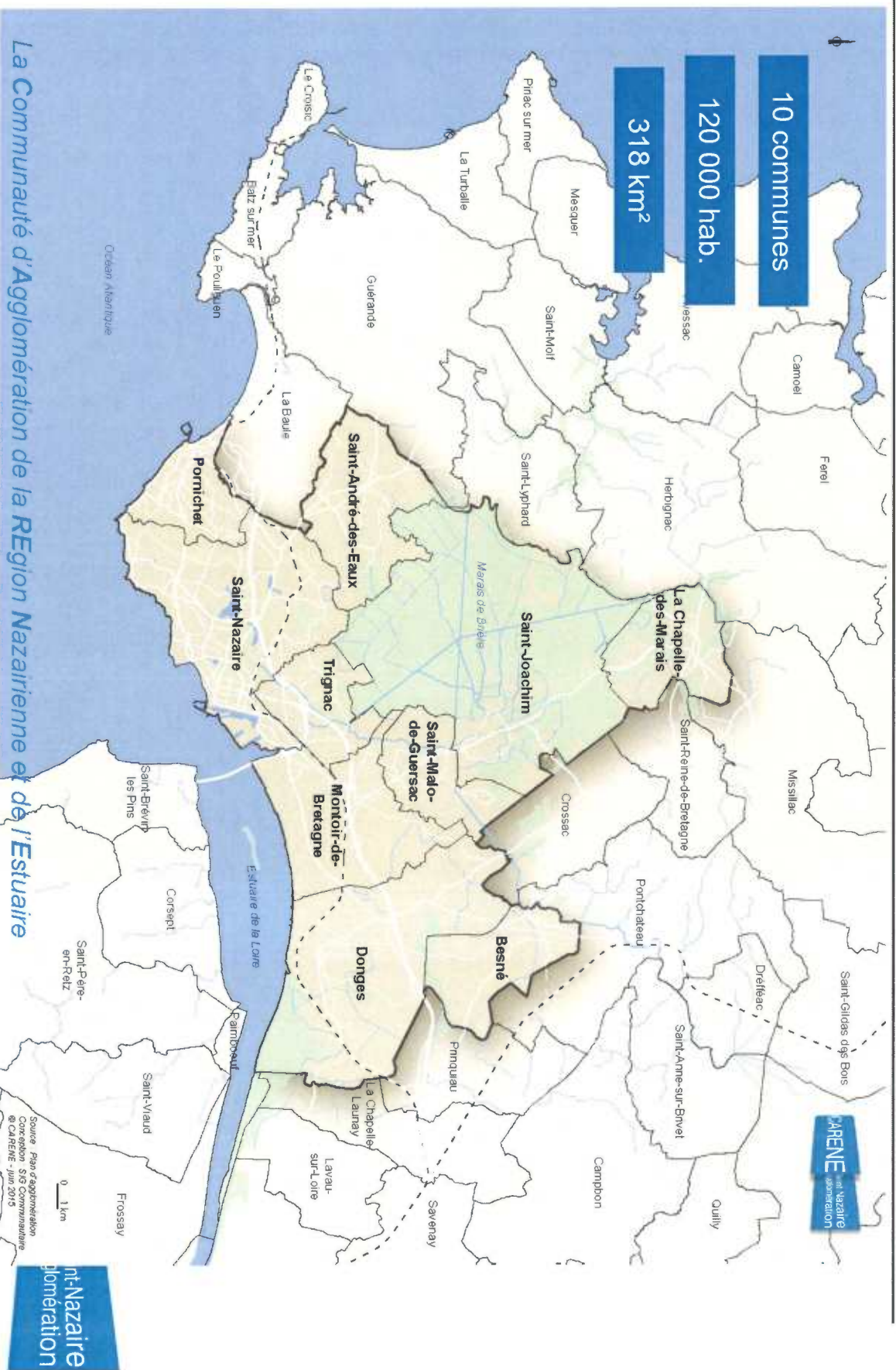
- L'application de la réforme DT-DICT : une localisation précise des réseaux dits sensibles (pour améliorer la sécurité des biens et des personnes à proximité des réseaux)
- Des fonds de plans établis et mis à jour par l'autorité publique locale compétente (Arrêté du 15 Février 2012 Art.7 alinéa 7)



➔ Enjeux

- Des réseaux dont il faut améliorer la localisation
- Nécessité d'un fond de plan à très grande échelle

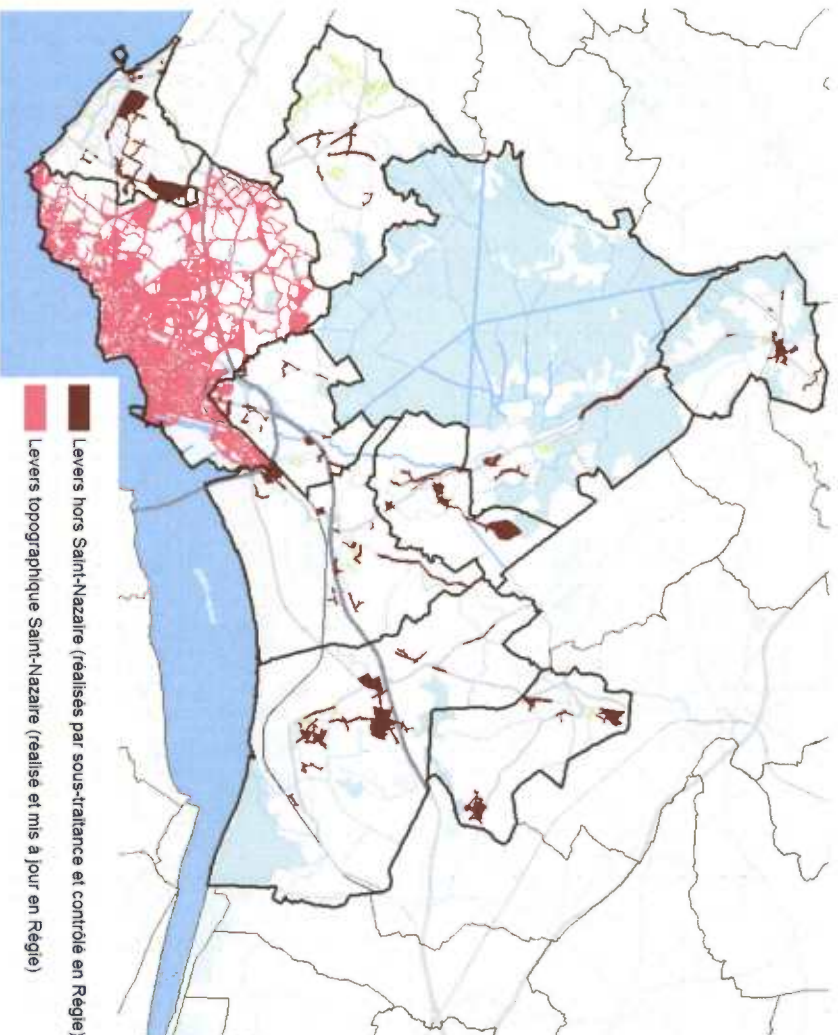
Contexte de la CARENE



Contexte de la CARENE

Couverture topographique complète sur la Ville de Saint-Nazaire

- Fruit de 25 ans d'expérience
- Un fond de plan topo 1/200 du domaine public cohérent avec la réglementation (classe A)
- Diffusion du fond de plan aux exploitants pour la localisation de leurs réseaux (ERDF, GRDF, etc.)
- Mise à jour en continu du fond de plan
- 400 km linéaire

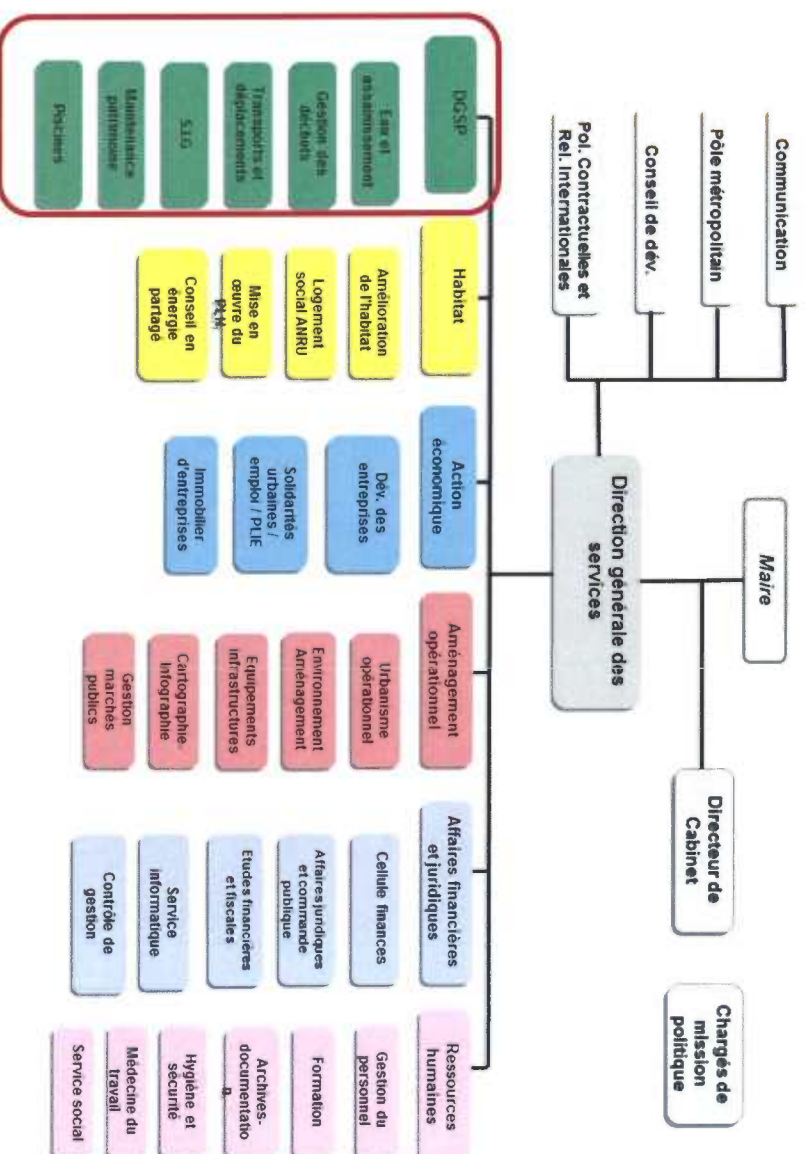


Couverture topographique éparse sur le reste de l'agгло

- 660 km linéaire de voirie sur les 9 autres communes dont 72 km levés

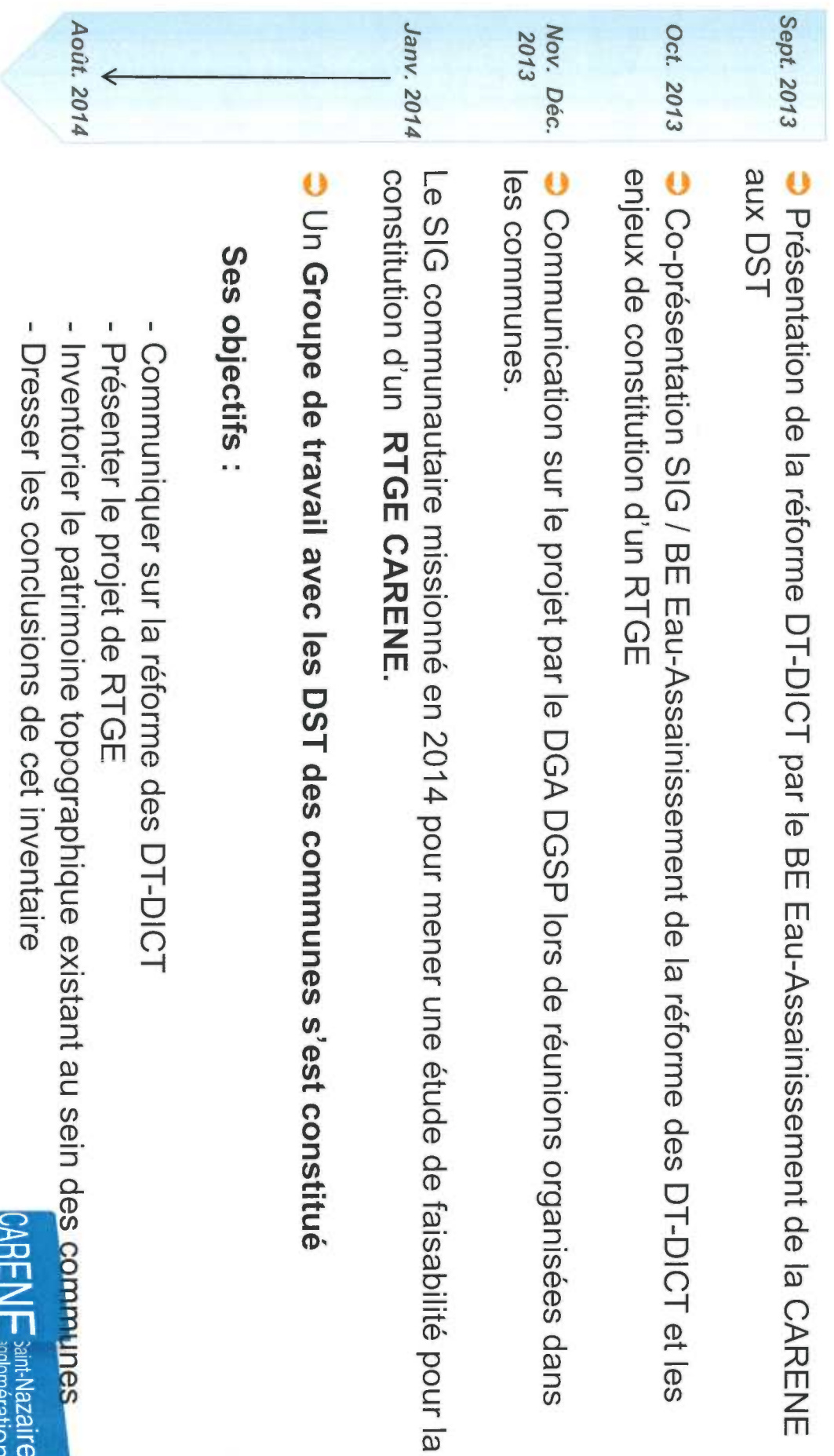
Contexte de la CARENE

Organigramme des services





⇒ La DGSP (Direction des Grands Services Publics) a initié les réflexions avec le BE Eau-Assainissement sur les aspects réglementaires DT-DICT dans un premier temps, puis avec le service SIG sur le projet de RTGE CARENE.

I – La communication auprès des services techniques des communes



II – L'étude de faisabilité du RTGE : les actions menées

➔ Une étude globale intégrant les aspects techniques, organisationnels et financiers de mise en œuvre du projet :

- Retours expériences collectivités (Nantes Métropole, Rennes Métropole, CRAIG Auvergne, Syndicat Informatique17, etc.)
- **Sensibilisation des communes** sur la réforme et ses impacts 
- **Etude de l'existant à mutualiser** : 
 - inventaire des plans topographiques existants dans chaque commune et l'organisation concernant la gestion des données topographiques
 - Rencontres de travail sur la mutualisation de fonds de plan avec des partenaires (ERDF, GRDF)
- Réflexion sur les types de levés : levés simples ou complets
- Veille sur les méthodes d'acquisition des données
- Evaluation financière du projet

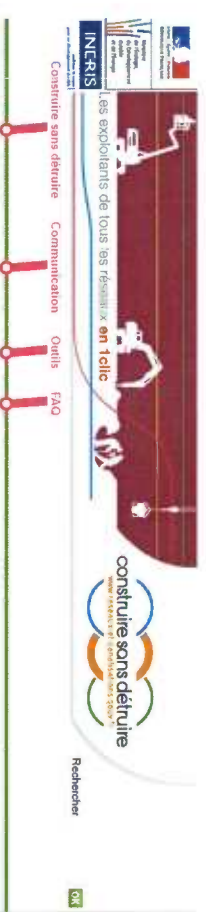
II – L'étude de faisabilité du RTGE : la sensibilisation des communes

➤ Les impacts de la réforme

En tant qu'exploitantes de réseaux, les communes doivent :

- Déclarer leurs réseaux sur le Guichet Unique

<http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr/>



- Répondre aux DT-DICT en mentionnant la classe de précision de leurs réseaux
- Localiser leurs réseaux sensibles en classe A d'ici à 2019 (zones urbaines) et 2026 (hors zones urbaines)
- Avoir la connaissance de leur patrimoine topographique (récolement : plans après travaux)

II – L'étude de faisabilité du RTGE : inventaire et gestion des données topographiques

➔ L'inventaire des plans topographiques

Beaucoup de fichiers récupérés et analysés (133); dont très peu exploitables (10).

Des fonds de plan hétérogènes (précision, échelle, contenu et représentation, géo-référencement).

L'inventaire des plans existants a permis de poser avec les communes les questions du cycle de vie des plans, de leur fiabilité dans le temps et de leur mise à jour (quoi, quand, comment, par qui ?) :

- ➔ **Constats faits sur les marchés de prestations externes et sur les contrôles des plans**
- Le CCTP « levés et plans de récolement » du SIG communautaire mis à disposition des communes n'est pas systématiquement intégré dans les marchés ou lorsqu'il l'est, les prestataires ne le respectent pas;
- Une fois les plans livrés par les prestataires, les communes ne réalisent pas de contrôles.
- Elles n'ont pas le réflexe de contacter le SIG communautaire.

 **Nécessité de remettre à plat les processus et l'organisation concernant la gestion des données topographiques**

II – L'étude de faisabilité : conclusions

➔ Conclusions des actions menées avec les communes

Intérêts à

- **Mutualiser les moyens** en saisissant l'opportunité de faire ensemble ce que chaque commune aura beaucoup de difficultés à réaliser seule, et faire ainsi des économies
- Produire des **données homogènes, cohérentes et durables** sur l'ensemble du territoire
- **Valoriser** les données produites sur l'outil de diffusion adéquat

Plan d'actions

- La réalisation d'un schéma d'organisation des contrôles (qui fait quoi ?, quand et comment à la réception des plans ?) avec remontée des plans de récolement systématique au SIG communautaire (contrôle de positionnement et structure des données)
- La constitution d'un RTGE CARENE
- La mise en place d'un processus de mise à jour en continu du fond de plan (récolement de surface)
- La Topo pour tous

III – La validation du projet : éléments de présentation

➔ Validation en deux phases (septembre 2014)

Sept. 2014

Phase 1 : Présentation en comité exécutif (DGS, DGA, VP commissions)

Qu'est-ce qu'un RTGE ?
Résultats de l'étude préalable
Avancement des travaux du CNIG



Sept. 2014

Phase 2 : Présentation et validation en bureau communautaire

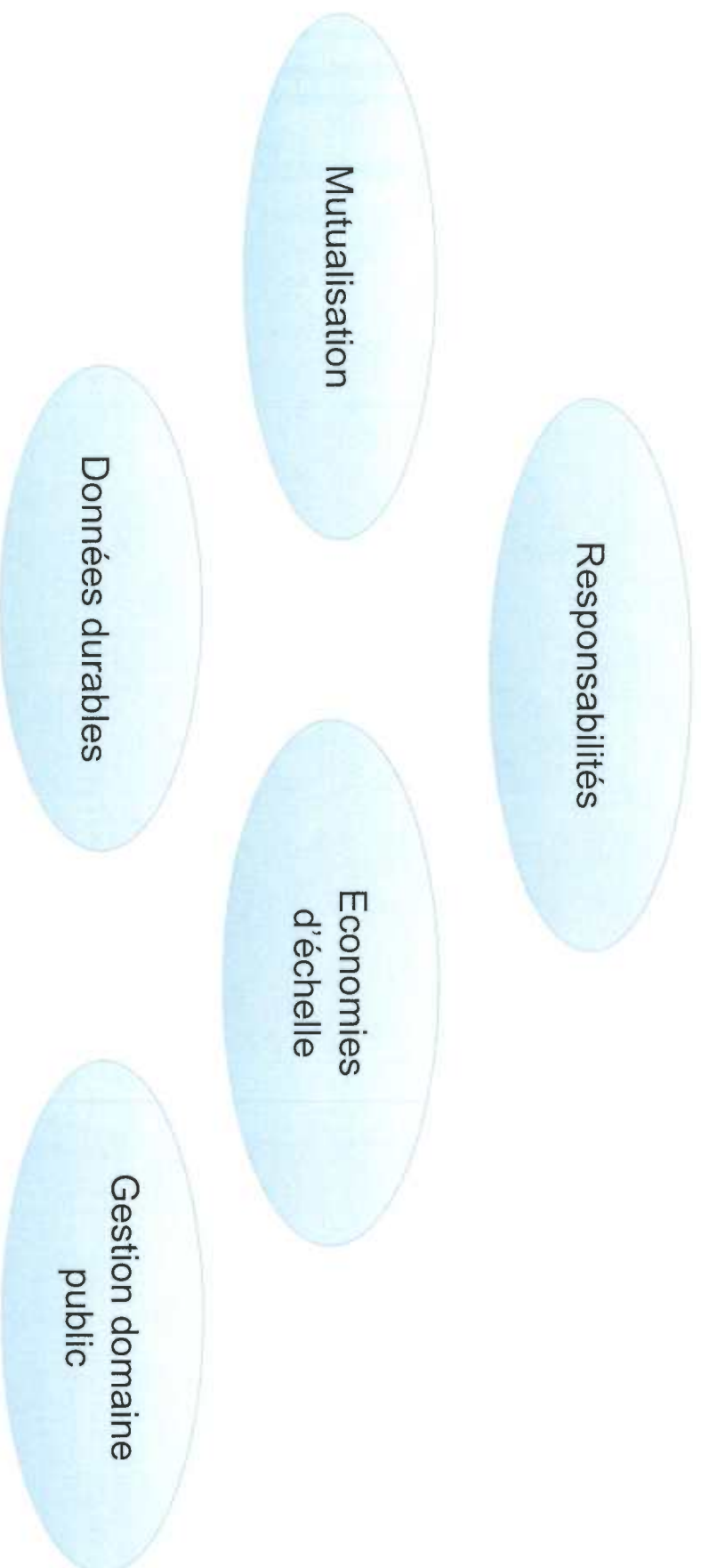
Rappel du contexte réglementaire
Moyen à mettre en œuvre pour s'y conformer
Bénéfices d'un RTGE homogène sur la CARENE
Estimation financière

Janv. 2015

Début de la mise en œuvre

III – La validation du projet : ce qui a suscité l'intérêt

➤ Des principes et notions retenus



III – La validation du projet : ce qui a suscité l'intérêt

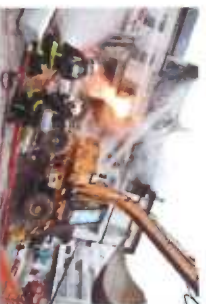
➤ Réforme DT-DICT / anti-endommagement des réseaux

→ Impacte l'organisation, les obligations et les **responsabilités** de chaque collectivité et des autres acteurs d'un chantier.

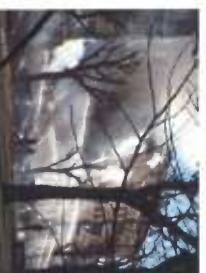
Un plan d'actions nécessaire

Réseaux de gaz

Bondy (93) le 30/10/2007



Noisy-le-Sec (93) le 22/12/2007



Niort (79) le 4/1/2007



Lyon (69) le 28/2/2008



Ses objectifs

- Améliorer la sécurité des agents intervenants sur les chantiers
- Réduire les dommages causés aux réseaux lors de travaux
- Connaître les travaux réalisés sur le territoire
- **Améliorer la cartographie des réseaux**

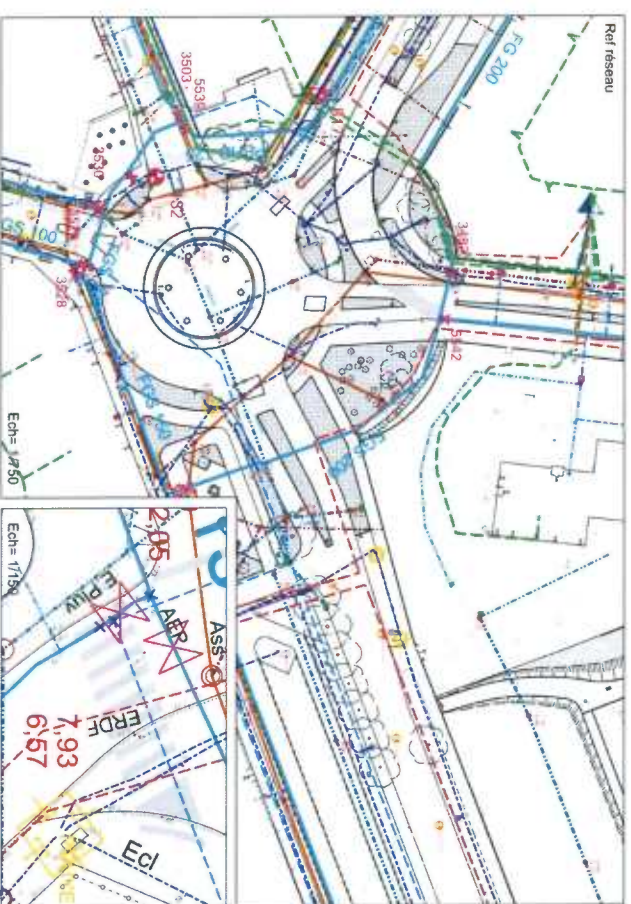
Classes de précision : Classe A : 0 < 40 cm / Classe B : 0.40 < 1.50 cm / Classe C : > 1.50

- Pour les travaux neufs : Localiser les réseaux en **classe A**
- Pour les réseaux existants : (eau, assainissement, éclairage public, eau pluviale, gaz, etc.) : Classifier en **classe A, B ou C**
- Pour les exploitants de réseaux sensibles : Fournir obligatoirement un plan en classe de précision A à partir de **2019**

- 4 millions de km réseaux enfouis et... mal cartographiés
- De nombreux accrochages à l'occasion des travaux mal exécutés
- Amélioration de la cartographie des réseaux, la collectivité capitalise la connaissance
- Réforme procédure DT-DICT (Loi Grenelle 2)

III – La validation du projet : ce qui a suscité l'intérêt

➤ Le moyen pour répondre aux enjeux de précision des réseaux



Avoir un fond de plan précis
« (extrait Saint- Nazaire) »

Sur lequel les réseaux pourront être localisés

⇒ Une réponse adaptée : la réalisation au niveau communautaire d'un Référentiel à très Grande Echelle (RTGE)

Conclusion

- Un travail de sensibilisation des communes important qui a porté ses fruits
- Une méthode de travail adaptée à l'échelle de territoire et des moyens humains dédiés
- Des DST relais des travaux auprès des élus (sensibilisés avant la phase de validation du projet)
- Le SIG communautaire est depuis janvier 2015 dans la phase de mise en œuvre du projet (spécifications, rédaction CCTP)

Conclusion

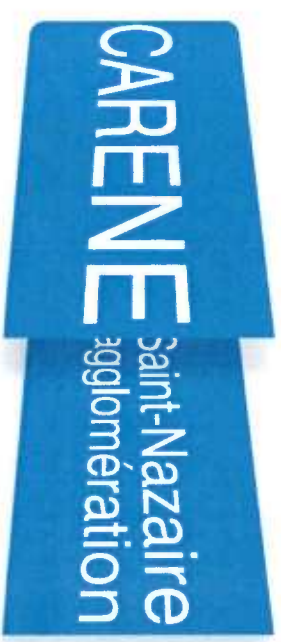
Nos interrogations actuelles

Comment certifier que la topographie nazairienne existante est compatible avec le PCRS ? (la CARENE a travaillé sur un tableau de correspondance entre le modèle PCRS et le modèle de ses plans actuels)

Y a-t-il une étude de scripts permettant de réaliser les transformations entre modèles collectivités et le PCRS ? Le CEREMA intervient-il ?

Existe-t-il déjà une implémentation du PCRS dans un format SIG (shape, MIF-MID) ?
Pour le format DAO : proposition de calque dans le paragraphe C. Implémentation des spécifications du PCRS v0.7 ?

Le protocole d'accord national de déploiement du PCRS bientôt validé : comment l'appliquer ? Quelle évolution dans l'implication des partenaires à ce stade ?



Merci de votre attention